

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION  
des LIBERTES PUBLIQUES et de  
l'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'environnement  
et de la concertation locale

Arrêté modificatif concernant  
les rejets atmosphériques

**Société SNET**  
Quai de Moulins  
71305 MONTCEAU LES MINES

**N° 09-02359**

**LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 08-05804 du 18 novembre 2008 autorisant la société SNET à exploiter une installation de combustion sur la commune de Montceau-les-Mines,

**VU** la demande de la société SNET en date du 11 mars 2009 visant à réviser la valeur limite d'émission des poussières de son installation,

**Considérant** le rapport de l'actualisation des risques sanitaires transmis en préfecture le 11 mars 2009 qui conclut à un risque acceptable,

**VU** l'avis et les propositions de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Région Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 27 avril 2009,

**VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) dans sa séance du 14 mai 2009, au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 15 mai 2009 à la connaissance du demandeur, qui n'a pas formulé d'observations ;

**SUR** proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture,

**A R R Ê T E**

**Article 1er :**

La Société Nationale d'Electricité et de Thermique (SNET) dont le siège social est situé 2 rue Jacques Daguerre – 92565 RUEIL MALMAISON, est tenue, pour son établissement situé 20 quai de Moulins à Montceau-les-Mines, de respecter les prescriptions ci-dessous.

## **ARTICLE 2 :**

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral en date du 18 novembre 2008 est remplacé par :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous. La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée la mesure des polluants.

<b>Concentrations maximales (moyenne mensuelle) en mg/Nm<sup>3</sup></b>	<b>Conduit n°1</b>	<b>Conduit n°2</b>	<b>Conduit n°3</b>
<b>Concentration en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> de référence</b>	6% de O <sub>2</sub>	15% de O <sub>2</sub>	3% de O <sub>2</sub>
<b>Poussières</b>	250	10	5
<b>SO<sub>2</sub></b>	1 800	10	35
<b>NO<sub>x</sub> en équivalent NO<sub>2</sub></b>	900	50	120
<b>CO</b>	300	85	100
<b>COV NM</b>	110	110	110
<b>HAP</b>	0,1	0,1	0,1
<b>Cd, Hg, Tl et leurs composés</b>	0,05 par métal et 0,1 pour la somme	-	-
<b>As, Se, Te et leurs composés</b>	1 pour la somme	-	-
<b>Pb et ses composés</b>	1	-	-
<b>Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn et leurs composés</b>	10 pour la somme	-	-
<b>Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, Pb, V, Zn et leurs composés</b>	-	20 pour la somme	-

Si la turbine (conduit n°2) est équipée d'un dispositif de traitement des oxydes d'azote à l'ammoniac ou ses promoteurs, les émissions d'ammoniac ne doivent pas dépasser la valeur de 20 mg/Nm<sup>3</sup> (15 % d'O<sub>2</sub>).

L'exploitant doit établir et mettre en œuvre un programme de maintenance et d'entretien des dispositifs de dépoussiérage qui conduise, lorsque la qualité du charbon le permet, à un rejet de poussières inférieur à 200 mg/Nm<sup>3</sup>. Ce programme est tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **ARTICLE 3 - DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

## **ARTICLE 4 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## **ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICITE**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

## **ARTICLE 6 - EXECUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Montceau-les-Mines, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône,
- M. le maire de Montceau-les-Mines,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne,  
15/17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- Mme la directrice départementale de l'équipement à MACON,
- Mme la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt à MACON,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à MACON,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours à MACON,
- M. le directeur régional de l'environnement à DIJON,
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à MACON,
- M. le chef du bureau de la défense et de la sécurité civile à MACON,
- M. l'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines - inspecteur des installations classées,  
206 Rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire.

MACON, le 8 juin 2009

LE PREFET

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

  
Marie-Françoise LECAILLON